

Ça suffit ! 9 avril



Sur les plans européen et national, l'austérité fait des ravages. Mise en place pour diminuer les dettes publiques, elle a échoué. Partout celles-ci ont augmenté. Certes, la France n'est pas la Grèce ni l'Espagne.

Pour autant:

- Le gouvernement n'a accordé aucun coup de pouce au Smic et gèle le salaire des fonctionnaires; cela a un impact négatif sur tous les salaires.
- La génération née en 1973 devra travailler 43 ans avant d'avoir une retraite à taux plein.
- Le chômage et la précarité atteignent des records, notamment chez les jeunes et les plus anciens.
- La croissance économique est quasi nulle, freinant les investissements et l'espoir d'une reprise dans l'avenir; la protection sociale complémentaire (maladie-prévoyance) ne cesse de subir des restrictions.
- Les services publics sont fragilisés, leurs implantations sur le territoire réduites, leur rôle affaibli.

Dans le même temps, 41 milliards d'euros d'aides diverses aux entreprises ont été accordées en échange de 50 milliards d'euros de réduction de dépenses publiques et sociales (pacte de responsabilité). Sur la seule année 2013, ce sont 110 milliards d'aides publiques et sociales aux entreprises qui ont été accordées, 135 milliards pour 2017.

Face à ces sommes, aucune contrepartie de la part des entreprises.

Sur le plan social, la loi dite Macron étend le travail du dimanche, affaiblit les procédures prud'homales, flexibilise encore le Code du travail.

Un nouveau projet de loi va fragiliser les CHSCT et réduire les moyens des institutions représentatives du personnel.

Face à ces abandons sociaux et républicains, face à la surdité gouvernementale vis-à-vis des attentes des salariés du privé, du public, actifs, chômeurs et retraités, il est temps de dire avec force: ça suffit!

Il ne s'agit pas de poser des cadenas, de faire des pétitions ou du lobbying.

L'arme des salariés, quand ils ne sont pas entendus, c'est de cesser le travail et de manifester.

GRÈVE Manifestations

- Pour des augmentations de salaire
- Pour une amélioration des conditions de travail
- Pour consolider la Sécurité sociale et les régimes sociaux (retraite, chômage, etc.)
- Pour un service public républicain répondant aux valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et de laïcité
- Pour dynamiser l'activité et créer de vrais emplois
- Pour une grande réforme fiscale
- Pour obtenir une vraie réorientation de la politique économique aux niveaux européen et national

Maintenant, le social